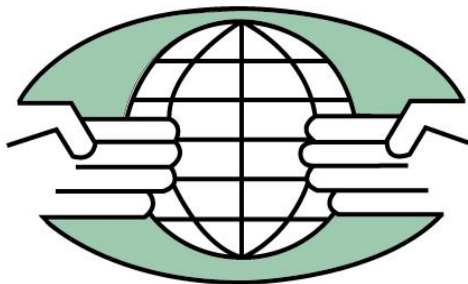


APEFE



CAHIER SPECIAL DES CHARGES **DU MARCHE PUBLIC DE** **SERVICES**

AYANT POUR OBJET

“UNE MISSION D'ÉVALUATION EXTERNE FINALE
DU PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉLIORATION DU
NIVEAU DE VIE DES MÉNAGES QUI PRATIQUENT
UNE ACTIVITÉ DE PRODUCTION
AGROALIMENTAIRE À TITRE PRINCIPALE OU
COMPLÉMENTAIRE (MARAICHAGE) DANS LA
PROVINCE DU HAUT-KATANGA”.

FACTURE ACCEPTÉE (MARCHÉS PUBLICS DE
FAIBLE MONTANT)

Pouvoir adjudicateur

Association pour la Promotion de l'Education et
de la Formation à l'Etranger

Auteur de projet

Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger,
Place Saintelette, 2 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean

Table des matières

I. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.....	5
I.1 DESCRIPTION DU MARCHÉ	5
I.2 IDENTITÉ DU POUVOIR ADJUDICATEUR	5
I.3 MODE DE PASSATION	5
I.4 FIXATION DES PRIX.....	6
I.5 DROIT D'ACCÈS ET SÉLECTION QUALITATIVE	6
I.6 FORME ET CONTENU DES OFFRES	7
I.7 DÉPÔT DES OFFRES.....	8
I.8 OUVERTURE DES OFFRES	8
I.9 DÉLAI DE VALIDITÉ	8
I.10 CRITÈRES D'ATTRIBUTION.....	8
I.11 RÉVISIONS DE PRIX.....	9
I.12 VARIANTES	9
I.13 CHOIX DE L'OFFRE	9
II. DISPOSITIONS CONTRACTUELLES.....	10
II.1 FONCTIONNAIRE DIRIGEANT.....	10
II.2 ASSURANCES	10
II.3 CAUTIONNEMENT	10
II.4 DURÉE	10
II.5 DÉLAI DE PAIEMENT.....	11
II.6 DÉLAI DE GARANTIE.....	11
II.7 RÉCEPTION	11
II.8 RESSORTISSANTS D'UN PAYS TIERS EN SÉJOUR ILLÉGAL	12
II.9 RÉMUNÉRATION DUE À SES TRAVAILLEURS	12
II.10 PROTECTION DES DONNÉES.....	13
III. TERMES DE RÉFÉRENCES D'ÉVALUATION EXTERNE FINALE	14
III.1 CONTEXTE ET FINALITÉS DE L'ÉVALUATION	14
III.2 OBJET DE L'ÉVALUATION	14
III.3 IDENTIFICATION DU PROGRAMME	15
III.4 CONTEXTE GÉNÉRAL ET SPÉCIFIQUE DU PROGRAMME	16
III.5 HISTORIQUE DU PROGRAMME.....	16
III.6 DESCRIPTION DU PROGRAMME	17
III.7 INSTANCES ET MODALITÉS DE PILOTAGE, DE SUIVI ET DE GESTION DU PROGRAMME	19
III.8 EVALUATIONS ET SUIVIS ANTÉRIEURS.....	20
III.9 OBJET ET JUSTIFICATION DE L'ÉVALUATION À RÉALISER	23
III.10 APPROCHES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION.....	23
III.11 RÉCOLTE ET ANALYSE DES DONNÉES ET SOURCES D'INFORMATION.....	23
III.12 PUBLICS CIBLÉS PAR L'ÉVALUATION	24
III.13 PLANNING ET DURÉE	24
III.14 LOCALISATION DE L'ÉTUDE DE TERRAIN.....	25
III.15 MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION	25
III.16 CRITÈRES ET QUESTIONS ÉVALUATIVES	26
III.17 LIVRABLES	26
III.18 COMPOSITION DE L'ÉQUIPE D'ÉVALUATION.....	27
III.19 PROFIL ET STATUT DES ÉVALUATEURS RECHERCHÉS.....	27
III.20 CONTENU DE L'OFFRE TECHNIQUE	27
III.21 MODALITÉS D'ATTRIBUTION.....	28
III.22 CLAUSES SUSPENSIVES	28
III.23 EVALUATION DU RAPPORT ET DES ÉVALUATEURS.....	28
III.24 DOCUMENTS À CONSULTER	29
III.25 GESTION ET PILOTAGE DE L'ÉVALUATION	29
III.26 CONTENU ET CANEVAS DE RAPPORT	31
III.27 QUESTIONS ÉVALUATIVES.....	32

ANNEXE A : FORMULAIRE D'OFFRE.....	34
ANNEXE B : DECLARATION BANCAIRE	37
ANNEXE C : INVENTAIRE	38
ANNEXE D : INVENTAIRE BIS.....	40

Pour toute information concernant les termes de références du présent cahier des charges, contacter

Nom : Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger
Adresse : Place Saintelette, 2 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean
Personne de contact : Monsieur Walter COSCIA
E-mail w.coscia@apefe.org

Auteur de projet

Nom : Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger
Adresse : Place Saintelette, 2 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean
Personne de contact : Service des Marchés Publics
Téléphone : 02 421 83 83
E-mail: map@apefe.org

Réglementation en vigueur

1. Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures.
2. Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, et ses modifications ultérieures.
3. Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, et ses modifications ultérieures.
4. Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures.
5. Règlement général pour la protection du travail (RGPT), Loi sur le bien-être et Code du bien-être au travail.
6. Loi du 11 février 2013 prévoyant des sanctions et des mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.
7. Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.
8. Les données personnelles collectées dans le cadre du marché public par l'attributaire du marché, ainsi que par ses sous-traitants, agissant en tant que responsables du traitement doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et Du Conseil du 27 avril 2016).

Dans ce cadre, l'attributaire et ses sous-traitants s'engagent à ce que les informations personnelles collectées soient utilisées uniquement pour l'exécution du marché, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite de l'adjudicateur.

Autres, dérogations, commentaires:

Le soumissionnaire sera attentif aux mesures en matière du respect de l'environnement.

L'anonymat et la confidentialité des personnes ressources ayant communiqué des informations aux évaluateurs seront assurées, dans le cadre du respect des mesures en vigueur en matière du RGPD.

Les évaluateurs accorderont une attention particulière au respect des croyances, us et coutumes et feront preuves d'intégrité et d'honnêteté dans leurs relations avec les parties prenantes.

Les évaluateurs éviteront toutes formes de discriminations dont notamment la discrimination liée au genre des parties prenantes.

I. Dispositions administratives

Cette première partie se rapporte à la réglementation relative à la passation d'un marché public jusqu'à la désignation de l'adjudicataire.

Les dispositions contenues dans cette partie se rapportent à la loi du 17 juin 2016 et à l'arrêté royal du 18 avril 2017 et leurs modifications ultérieures.

I.1 Description du marché

Objet des services : une mission d'évaluation externe finale du programme d'Appui à l'amélioration du niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (Maraichage) dans la province du Haut-Katanga.

Ce marché est publié sur le site web de l'APEFE (www.apefe.org)

Lieu de prestation du service : République démocratique du Congo

I.2 Identité du pouvoir adjudicateur

Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger
Place Saintelette, 2
1080 Molenbeek-Saint-Jean

L'APEFE est une association sans but lucratif active depuis 1976 dans les pays en émergence. A travers ses activités, l'APEFE met en œuvre des programmes ayant pour objectif général la lutte contre la pauvreté, par le renforcement des capacités individuelles, organisationnelles et institutionnelles. Elle se focalise notamment sur le secteur de la formation technique et professionnelle (FTP) au sens large en incluant l'entrepreneuriat.

Elle collabore à la mise en œuvre des politiques sectorielles dans 10 pays — Bénin, Burkina Faso, Burundi, Haïti, Maroc, Palestine, RDC, Rwanda, Sénégal et en Belgique via la plateforme EducAid.

L'APEFE s'inscrit pleinement dans la dynamique impulsée par les Objectifs de Développement Durable (ODD).

En tant qu'agence de coopération internationale intégrée au sein de Wallonie-Bruxelles International, dans le cadre des Notes de politique internationale de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie, elle fournit un accompagnement technique au renforcement des capacités de ses partenaires du Sud.

L'APEFE est financée par l'état fédéral belge sur base d'un programme pluriannuel de coopération au développement suivi par la DGD (Direction Générale Coopération au développement et Aide humanitaire), ainsi que par Wallonie-Bruxelles international (WBI), l'Union européenne (UE) et l'Agence Belge au Développement (ENABEL).

I.3 Mode de passation

Conformément à l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) de la loi du 17 juin 2016, le marché est conclu par facture acceptée (marchés publics de faible montant).

I.4 Fixation des prix

Le présent marché consiste en un marché à prix global.

Le marché à prix global est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

I.5 Droit d'accès et sélection qualitative

Le formulaire d'offre doit être accompagné des pièces suivantes :

Situation juridique du soumissionnaire (motifs d'exclusion)

- Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

- Dans le cadres de la lutte contre les conflits d'intérêts, en particulier afin d'éviter le mécanisme du tourniquet ('revolving doors'), tel que défini dans la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations Unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, le soumissionnaire s'abstient de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs (internes ou externes) de l'APEFE, dans les deux ans qui suivent son/leur démission, départ à la retraite ou tout autre type de départ de l'APEFE, d'une quelconque manière, directement ou indirectement, pour l'élaboration et/ou l'introduction de son offre ou toute autre intervention dans le cadre de la procédure de passation, ainsi que pour certaines tâches à réaliser dans le cadre de l'exécution du présent marché.

La disposition qui précède ne s'applique toutefois que lorsqu'un lien direct existe entre les précédentes activités prestées pour le pouvoir adjudicateur par la ou les personnes concernée(s) et ses/leurs activités dans le cadre du présent marché.

Toute infraction à cette mesure pouvant être de nature à fausser les conditions normales de la concurrence est passible d'une sanction conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (ou, pour un marché dans les domaines de la défense et de la sécurité, de l'article 10 de la loi du 13 août 2011 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité). Concrètement, cette sanction consiste, selon les cas, soit à écarter l'offre, soit à résilier le marché".

- Les experts évaluateurs ne peuvent avoir aucun lien formel avec ni l'APEFE, ni WBI, ni les partenaires locaux signataires de la convention de partenariat depuis au moins 2 ans à compter du lancement de l'appel d'offre.

Capacité économique et financière du soumissionnaire (critères de sélection)

N°	Critères de sélection
1	Une déclaration bancaire appropriée établie conformément au modèle figurant à l'annexe 11 de l'AR du 18 avril 2017.
2	La preuve d'une assurance couvrant les risques professionnels.

Capacité technique et professionnelle du soumissionnaire (critères de sélection)

N°	Critères de sélection	Exigences minimales
1	L'indication des titres d'études et professionnels du prestataire de services.	L'évaluateur international disposera : <ul style="list-style-type: none">- de l'expertise et de l'expérience exigée en production végétales, horticulture d'un niveau au moins égal à Bac +4/5 (Master) en maraichage ;- d'une expérience professionnelle de minimum 5 ans production végétales, horticulture

I.6 Forme et contenu des offres

Le soumissionnaire établit son offre en français et complète le métré récapitulatif ou l'inventaire sur le modèle annexé au cahier des charges le cas échéant. Si le soumissionnaire établit son offre sur d'autres documents que le formulaire prévu, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et le formulaire.

Tous les documents établis ou complétés par le soumissionnaire ou son mandataire sont datés et signés par celui-ci.

Toutes ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives, tant dans l'offre que dans ses annexes, qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché, telles que les prix, les délais, les conditions techniques, doivent également être signées par le soumissionnaire ou son mandataire.

Le prix de l'offre sera exprimé en EURO.

Les éventuelles réductions doivent toujours être décomptées du prix unitaire et ne sont pas indiquées

I.7 Dépôt des offres

L'offre est établie en mentionnant le numéro du cahier des charges (2021-MECS-B-CK102/011) ainsi que l'objet du marché. **Elle est envoyée uniquement par courriel.**

L'offre doit être adressée à :

Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger
Place Saintelette, 2
1080 Molenbeek-Saint-Jean
map@apefe.org

L'offre doit parvenir au pouvoir adjudicateur avant le 23 juillet 2021 à 12h00.

Par l'introduction d'une offre, les soumissionnaires acceptent sans condition le contenu du cahier des charges et des autres documents relatifs au marché, ainsi que le respect de la procédure de passation telle que décrite dans le cahier des charges et acceptent d'être liés par ces dispositions.

Lorsqu'un soumissionnaire formule une objection à ce sujet, il doit communiquer les raisons de cette objection au pouvoir adjudicateur par écrit et par courrier recommandé dans les 7 jours calendrier après la réception du cahier des charges.

I.8 Ouverture des offres

Il n'y a pas d'ouverture des offres en séance publique.

I.9 Délai de validité

Le soumissionnaire reste lié par son offre pendant un délai de 90 jours de calendrier, à compter de la date limite de réception des offres.

I.10 Critères d'attribution

Les critères suivants sont d'application lors de l'attribution du marché :

N°	Description
1	Méthodologie, compréhension et interprétation des TDR, pertinence et réalisme, calendrier
2	Prix
	<i>Règle de trois; Score offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) * pondération du critère prix</i>
3	Profil des évaluateurs
4	Clarté et présentation de l'offre

Les critères sont listés par ordre décroissant d'importance. Sur base de l'évaluation de tous ces critères, le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue du pouvoir adjudicateur.

I.11 Révisions de prix

Il n'y a pas de révision des prix pour ce marché.

I.12 Variantes

Il est interdit de proposer des variantes libres.
Une variante exigée est prévue.

I.13 Choix de l'offre

Le pouvoir adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, déterminée en se fondant sur le meilleur rapport qualité / prix.

Par la présentation de son offre, le soumissionnaire accepte toutes les clauses du Cahier des Charges et renonce à toutes les autres conditions. Si le pouvoir adjudicateur constate, lors de l'analyse des offres, que le soumissionnaire a ajouté des conditions qui rendent l'offre imprécise ou si le soumissionnaire émet des réserves quant aux conditions du Cahier des Charges, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de considérer l'offre comme substantiellement irrégulière.

II. Dispositions contractuelles

Cette deuxième partie fixe la procédure relative à l'exécution du marché.
Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé, l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et ses modifications ultérieures établissant les règles générales d'exécution des marchés publics est d'application.

II.1 Fonctionnaire dirigeant

L'exécution des services se déroule sous le contrôle du fonctionnaire dirigeant :

Nom : Madame Pascale DELCOMMINETTE
Adresse : Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger, Place Saintelette, 2 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean
Téléphone : 02 421 83 83
Fax : 02 421 83 86
E-mail : p.delcomminette@wbi.be

Le surveillant des services :

Nom : Monsieur Walter COSCIA
Adresse : Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger, Place Saintelette, 2 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean
Téléphone : 02 421 83 78
E-mail : w.coscia@apefe.org

II.2 Assurances

L'adjudicataire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail et sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers lors de l'exécution du marché.
A tout moment durant l'exécution du marché, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, l'adjudicataire justifie qu'il a souscrit ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie requise par les documents du marché.

II.3 Cautionnement

Aucun cautionnement ne sera exigé pour ce marché.

II.4 Durée

Il est souhaitable que la prestation (préparation – étude de terrain – rapport provisoire – rapport finale) se déroule entre le 1^{er} septembre et le 30 novembre 2021.

La durée de l'évaluation est estimée par l'APEFE à environ 22 jours ouvrables **(à répartir entre l'expert international et l'expert national)**.

II.5 Délai de paiement

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de 30 jours de calendrier à compter de la date de la fin totale ou partielle des services, pour procéder aux formalités de réception et en notifier le résultat au prestataire de services.

Le paiement du montant dû au prestataire de services doit intervenir dans le délai de paiement de 30 jours de calendrier à compter de la date de fin de la vérification, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la facture régulièrement établie ainsi que des autres documents éventuellement exigés.

- **Mentions obligatoires**

Les factures, porteront obligatoirement les mentions suivantes :

- Date d'émission ;
- Numéro de facture ;
- Intitulé du marché et numéro de marché ;
- Identification éventuelle du lot ;
- Les montants totaux ;
- La répartition du taux de TVA ;
- Certifié sincère et véritable à somme de ..., et seront accompagnées des livrables attendus.

Les factures, accompagnées du rapport final, devront parvenir au siège de l'APEFE pour le 30 novembres 2021 au plus tard.

- **Facturation électronique**

Le pouvoir adjudicateur accepte la transmission des factures sous un format électronique (pdf), conformément à l'article 192/1 de la loi du 17/06/2016.

Les factures pourront être soumises directement via l'adresse mail : facturation@apefe.org

II.6 Délai de garantie

Aucun délai de garantie n'est applicable pour ce marché.

II.7 Réception

Voir Termes de référence III. 13 planning et durée et III.17 Livrables

II.8 Ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal

Lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant reçoit copie de la notification visée à l'article 49/2, alinéa 4, du Code pénal social, dans laquelle il est informé qu'il occupe en Belgique un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal, cet adjudicataire ou sous-traitant s'abstient, avec effet immédiat, de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, et ce jusqu'à ce que l'autorité adjudicatrice donne un ordre contraire.

Il en va de même lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant est informé :

- soit par l'adjudicataire ou par l'autorité adjudicatrice selon le cas de ce qu'ils ont reçu la notification, visée à l'article 49/2, alinéas 1er et 2, du Code pénal social, concernant cette entreprise ;
- soit via l'affichage prévu par l'article 35/12 de la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs, qu'il occupe en Belgique un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal.

Par ailleurs, l'adjudicataire ou sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance qu'il conclurait éventuellement, une clause stipulant que :

- 1° le sous-traitant s'abstient de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, lorsqu'une notification établie en exécution de l'article 49/2 du Code pénal social révèle que ce sous-traitant occupe un ressortissant d'un pays tiers en séjour illégal ;
- 2° le non-respect de l'obligation visée au point 1° est considéré comme un manquement grave dans le chef du sous-traitant, à la suite duquel l'entreprise est habilitée à résilier le contrat ;
- 3° le sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance, une clause analogue à celle visée aux points 1° et 2° et d'assurer que de telles clauses soient également insérées dans les contrats de sous-traitance ultérieurs.

II.9 Rémunération due à ses travailleurs

Lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant reçoit copie de la notification visée à l'article 49/1, alinéa 3, du Code pénal social, par laquelle il est informé d'un manquement grave à son obligation de payer dans les délais, à ses travailleurs, la rémunération à laquelle ceux-ci ont droit, cet adjudicataire ou sous-traitant s'abstient, avec effet immédiat, de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, et ce jusqu'à ce qu'il présente la preuve à l'autorité adjudicatrice que les travailleurs concernés ont reçu l'intégralité de leur rémunération.

Il en va de même lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant est informé :

- soit par l'adjudicataire ou par l'autorité adjudicatrice selon le cas de ce qu'ils ont reçu la notification visée à l'article 49/1, alinéa 1er, du Code pénal social, concernant cette entreprise ;
- soit via l'affichage prévu par l'article 35/4 de la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs.

Par ailleurs, l'adjudicataire ou sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance qu'il conclurait éventuellement, une clause stipulant que :

- 1° le sous-traitant s'abstient de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, lorsqu'une notification établie en exécution de l'article 49/1 du Code pénal social révèle que ce sous-traitant manque gravement à son obligation de payer dans les délais, à ses travailleurs, la rémunération à laquelle ceux-ci ont droit ;
- 2° le non-respect de l'obligation visée au point 1° est considéré comme un manquement grave dans le chef du sous-traitant, à la suite duquel l'adjudicataire est habilité à résilier le contrat ;
- 3° le sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance, une clause analogue à celle visée aux points 1° et 2° et d'assurer que de telles clauses soient également insérées dans les contrats de sous-traitance ultérieurs.

II.10 Protection des données

Les données personnelles collectées dans le cadre du marché public par l'attributaire du marché, ainsi que par ses sous-traitants, agissant en tant que responsables du traitement doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et Du Conseil du 27 avril 2016).

Dans ce cadre, l'attributaire et ses sous-traitants s'engagent à ce que les informations personnelles collectées soient utilisées uniquement pour l'exécution du marché, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite de l'adjudicateur.

III. Termes de références d'évaluation externe finale

III.1 Contexte et finalités de l'évaluation

Conformément aux engagements souscrits avec les partenaires locaux de l'APEFE et l'État belge, les programmes mis en œuvre par l'APEFE doivent être évalués en fin de parcours.

L'évaluation externe finale qui fait l'objet du présent marché :

- Mesure l'efficacité du programme de manière sommative.
- Répond à une obligation de redevabilité de l'APEFE vis-à-vis des contribuables et du bailleur de fonds, la Direction Générale au Développement (Coopération belge fédérale)
- Répond également à une volonté et une responsabilité de reddition de compte de l'APEFE à l'égard de ses partenaires, groupes-cibles et bénéficiaires
- Se veut formative à des fins d'améliorations et surtout de pérennité des résultats à atteindre
- Contribuera à l'apprentissage interne et à d'éventuelles prises de décision et d'orientations opérationnelles et stratégiques, méthodologiques, administratives et financières.

En analysant les résultats du programme et ses modes opératoires, l'évaluation se veut également prospective. Elle permettra d'expliquer ce qui a fonctionné ou non, d'en établir les causes et de dégager des réorientations opérationnelles et/ou stratégiques pour le futur dans un but de durabilité et d'impact ainsi que de valorisation des résultats obtenus.

Les instances de pilotage et de suivi du programme pourront :

- Opérer les ajustements nécessaires en fonction des recommandations
- Être attentives à la qualité des collaborations avec les autres parties prenantes
- Exploiter au mieux les opportunités du contexte
- Gérer les différents risques
- Mettre en œuvre les stratégies de pérennisation et de capitalisation des acquis générés par le programme.

En permettant de tirer des leçons et des bonnes pratiques, l'évaluation sera utile à l'APEFE pour améliorer ses pratiques d'identification, de formulation, de mise en œuvre et de suivi-évaluation de ses programmes dont notamment les théories du changement et les scores de performance. Elle doit également participer à alimenter la gestion des connaissances de l'APEFE.

III.2 Objet de l'évaluation

Le programme qui sera évalué a démarré ses activités en janvier 2017 et se poursuivra jusqu'en décembre 2021.

L'évaluation finale portera sur la période d'exécution étendue du 01 janvier 2017 au 31 décembre 2021 même si l'évaluation sera réalisée en dernière année d'exécution.

La prestation (préparation – étude de terrain – rapport provisoire – rapport final) devra se dérouler entre le 01 septembre et le 30 novembre 2021.

Le rapport final de l'évaluation devra être validé par l'APEFE **au plus tard le 30 novembre 2021**. La durée totale de la prestation facturée, toutes activités confondues, est estimée à environ 22 jours ouvrables (**à répartir entre l'expert international et l'expert national**).

Le PPA soumis à la DGD comprenant la Théorie du Changement ad hoc, est joint aux présents Termes de Référence.

Une documentation plus exhaustive sera remise aux évaluateurs après l'attribution du marché.

III.3 Identification du programme

Intitulé	« Appui à l'amélioration du niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (maraîchage) dans la province du Haut-Katanga ».
Secteur et sous-secteur CAD	CAD5-311/Agriculture > sous-secteurs SNPC-31120/développement agricole et SNPC-31166/vulgarisation agricole.
Pays	RD CONGO
Zones d'intervention	Province Haut-Katanga - Territoires administratifs (3): Kambove, Kipushi, Sakania.
Cible(s) stratégique(s) CSC	Cible 5: "Favoriser une utilisation plus efficiente et plus durable de l'énorme potentiel qu'offre le Congo en matière de sylviculture, d'agriculture, d'élevage et de pêche, avec une attention particulière à l'agriculture familiale". Contribution 5B: "Renforcer la sécurité alimentaire et lutte contre la pauvreté par l'amélioration durable de la productivité des exploitations familiales et en favorisant leur accès aux marchés locaux et internationaux dans une approche « filière » (production, transformation et commercialisation)". Cible 1: Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes Contribution 1D: Autonomie économique et financière: promouvoir la reconnaissance de la contribution des femmes à l'économie tant en milieu rural qu'urbain, leur accès à l'éducation, la formation et à des revenus suffisants et adéquats ; promouvoir leur sécurité dans l'exercice de leur travail
Code APEFE	CK OS1/R1
Budget total	3.050.000 EUR
Objectif spécifique	« Appui à l'amélioration du niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (maraîchage) dans la province du Haut-Katanga ».
Résultat(s)	Les capacités de production et de commercialisation des exploitants maraîchers dans la Province du Haut-Katanga ont été renforcées.
Bénéficiaires	1.500 maraîchers bénéficiaires
Groupes cibles	petits producteurs issus de l'agriculture familiale enracinés durablement dans leur milieu physique; qui pratiquent ou souhaitent pratiquer le maraîchage comme activité principale ou complémentaire.
Partenaires locaux	Secrétariat Général à l'Agriculture - Pêche et Élevage au Ministère de l'Agriculture et Développement Rural Gouvernorat de la Province du Haut-Katanga
Partenaires de collaboration	Société Coopérative Agro-pastorale du Katanga – SCAK, CEPROSEM, I&F Entrepreneuriat

Date de début et de fin	01/01/2017 – 31/12/2021
Directeur de programme	
Administrateur APEFE	Jules ATCHOGLLO
Chargé de mission APEFE	Walter COSCIA

III.4 Contexte général et spécifique du programme

La RDC demeure un Etat fragile confronté à des défis importants liés à la réduction de la pauvreté et à la nécessité d'engager l'économie dans une croissance soutenue et inclusive. L'économie du pays connaît toujours des difficultés de transformation structurelle du fait que la croissance congolaise est tributaire du secteur extractif. Celui-ci contribue à hauteur de 99 % à la valeur des exportations, à 34 % des recettes totales de l'État et de 2 points dans la croissance du PIB (données 2017). Sur la période 2010-2016, la contribution du secteur extractif au PIB a été estimée à 61%, comparée à celle fort modeste des secteurs à forte intensité de main d'œuvre tels que l'agriculture (10%) ou l'industrie (6%).

La prédominance de ces activités et de ses faibles retombées sur la diversification de l'économie du pays et les recettes du budget de l'Etat a réduit les opportunités de reconstruction et d'édification d'une économie nationale impulsée par des activités ascendantes de diversification des bases productives ainsi que des capacités infrastructurelles et entrepreneuriales nationales. La dépendance à l'égard de ce secteur et plus largement des produits de rente a été de pair avec des pratiques diffuses de grande corruption qui concerne une large gamme de transactions.

Cette situation fragilise les institutions, affecte négativement la reprise économique et fait obstacle à une participation accrue du secteur privé dans le développement économique. La RDC reste classée parmi les Etats africains les plus fragiles. Cette fragilité est caractérisée principalement par la faiblesse de la gouvernance et des capacités institutionnelles de l'Etat.

La pauvreté monétaire et non monétaire est toujours de masse, avec des fortes inégalités de revenus et de territoires. Le PIB par habitant de la RDC est de 460 USD soit six fois inférieur à la moyenne des pays de l'Afrique. La RDC reste un pays à faible revenu classé en 2018 au 179ème rang sur 189 pays selon l'Indice de Développement Humain (IDH) élaboré par le PNUD. L'indice de développement de genre montre des disparités dans le bénéfice de l'amélioration de l'IDH. En fait la valeur de l'IDH pour les femmes est de 0,420 alors qu'elle est de 0,493 pour les hommes. Au sujet du genre, on retiendra que l'indice d'inégalité de genre (IIG) de la RDC indique une forte marginalisation de la femme. Son taux (0,652 en 2017) est supérieur à celui de l'Afrique Subsaharienne et aux PMA (dont les scores respectifs sont de 0,569 et 0,559).

III.5 Historique du programme

Au cours de la période 2017-2021, l'APEFE, en se basant sur les acquis du PPA 2014-2016, a déployé deux programmes quinquennaux en RDC dans deux secteurs spécifiques : l'Agriculture et l'Education. L'objectif du Le programme Agricole (OS1) comporte deux résultats centrés sur la Pisciculture (province du Kongo central, OS1R1) et le Maraîchage (province du Haut Katanga, OS1R2). Ces deux résultats poursuivent un objectif commun qui est celui d'améliorer le niveau de vie des petits producteurs de l'agriculture familiale, pisciculteurs (province KONGO CENTRAL) et maraîchers (HAUT-KATANGA), par le renforcement de leurs capacités de production et de commercialisation (augmentation de la quantité et de la qualité nutritive et marchande de leur production par une plus grande maîtrise des techniques d'élevage et une plus grande disponibilité en moyens de production type intrants, étangs piscicoles, parcelles maraîchères...). Les principaux bénéficiaires sont des

ménages paysans (3000). Les principales activités menées ont trait à des formations, du conseil et des équipements et un accompagnement à la structuration des organisations des paysans et une meilleure production et commercialisation des produits agroalimentaires.

De manière générale, la vision de l'APEFE pour l'agriculture en RDC repose sur :

- D'une part, la volonté de privilégier une coopération d'investissement à une coopération de décaissement, par des appuis rentables et durables dans les secteurs d'activité productifs, générateurs de valeurs financières et économiques, de croissance et d'emplois.
- D'autre part, sur les objectifs qui animent la politique belge de coopération au développement en matière d'appui à l'agriculture et au secteur privé des pays partenaires (voir les notes stratégiques « Agriculture et sécurité alimentaire » et « Coopération belge au développement et secteur privé local : un appui au service du développement humain durable ») ainsi que de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie (voir la Note de politique internationale et la stratégie décennale de l'APEFE « Pour une coopération créatrice de valeur(s) au service du développement humain durable »).

III.6 Description du programme

Le changement attendu

L'objet du changement du secteur agriculture appuyé par le programme repose sur l'identification des besoins/problèmes agroéconomiques des agriculteurs familiaux (dans ce cas de ceux qui s'adonnent à des activités de pisciculture) appréhendés selon trois (3) critères croisés: (i) une spéculation agropastorale singulière déjà pratiquée par le groupe cible privilégié (communautés paysannes) ou novatrice; (ii) une zone d'exploitation préexistante ou potentielle localisée dans un environnement géographique et économique favorable (accessibilité aux marchés, facteurs agroécologiques...); (iii) un intérêt exprimé par l'agriculture familiale (groupe cible) pour l'amélioration de ses conditions de vie (niveau de sécurité alimentaire, revenus agricoles, capacités techniques).

L'amélioration des conditions de vie, de travail et de production du paysan producteur par une offre de service consacrée au renforcement de ses capacités de production et de commercialisation ainsi qu'un appui à l'entrepreneuriat est au centre de la dynamique de changement de l'action APEFE. Outre la dimension Genre particulièrement prise en compte avec des indicateurs sexo-spécifique transversaux (accès des femmes à l'information, à la qualité de bénéficiaire, aux activités, au processus décisionnel, aux moyens de production, aux bénéfices de l'action).

Description du programme Maraîchage

Objectif Général : Le déficit alimentaire et la pauvreté dans la province du Haut-Katanga sont réduits par la relance durable du secteur agricole

Objectif Spécifique : Le niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (maraîchage) a été amélioré dans la province du Haut Katanga.

Le programme vise à l'amélioration des niveaux de vie de 1.500 petits producteurs issus de l'agriculture familiale de la province du Haut-Katanga, qui pratiquent ou souhaitent pratiquer le maraîchage comme activité principale ou complémentaire et qui sont enracinés durablement dans leurs territoires. A cette fin, le programme renforce les capacités de maîtrise des techniques de production par les petits agriculteurs à partir du dispositif expérimental installé sur leurs parcelles. Les légumes sont sélectionnées en concertation avec ces derniers, principalement des légumes fruits et feuilles consommés chaque jour: tomate, piment, oignon, aubergine, gombo, chou pommé, ciboule. L'amélioration de la technique suppose la maîtrise du choix du terrain, l'utilisation de semences de bonne qualité, produites et sélectionnées en RDC (CEPROSEM), la présence d'eau afin de faciliter l'arrosage (nécessité d'installer quelques petits ouvrages hydroagricoles), la maîtrise de l'itinéraire

technique de chaque culture, du germe à la récolte et l'accès au marché local. À terme, les rendements des cultures seraient améliorés et cela influencerait significativement le revenu du producteur.

Le programme accorde une attention particulière à la dimension Genre. Celle-ci est particulièrement prise en compte avec des indicateurs sexo-spécifique transversaux (accès des femmes à l'information, à la qualité de bénéficiaire, aux activités, au processus décisionnel, aux moyens de production, aux bénéfices de l'action).

Le Programme s'étend du 01/01/2017 au 31/12/2021 (convention spécifique) pour une durée de mise en œuvre de 60 mois. Il est doté d'un financement de 3.050.000 d'euros. Il est réalisé en partenariat avec le Secrétariat général du Ministère de l'Agriculture, Pêche et Élevage du Ministère de l'Agriculture et Développement Rural.

Résultats

R1 - Les capacités de production et de commercialisation des exploitants maraîchers dans la Province du Haut-Katanga ont été renforcées.

Typologie des activités

Les appuis au secteur agriculture et au groupe cible (stratégie d'intervention) ont consisté en une offre de services axée sur la finalité économique et rentable de l'agriculture familiale: (i) intrants de production ; (ii) aménagement et équipement de l'outil de production ; (iii) formation-conseil ; (iv) recherche agronomique appliquée ; (v) transformation ; (vi) commercialisation ; appui à l'entrepreneuriat

A2.1. Organiser et former les maraîchers à l'itinéraire technique en maraîchage et aux bonnes pratiques culturales; A2.2. Évaluer l'appropriation des compétences par les maraîchers et encadrer les actions correctrices;

A2.3. Aménager des surfaces d'exploitation maraîchères (forages, parcelles, pépinières);

A2.4. Appuyer les maraîchers en intrants (semences, petit matériel);

A2.5. Installer et équiper une unité de production de semence (laboratoire d'analyse, champ agri-multiplicateur) à Lubumbashi;

A2.6. Former des maraîchers en agri-multiplication de semences dans l'unité de production de Lubumbashi;

A2.7. Produire des semences maraîchères sur les sites de production de Lubumbashi et Kinshasa;

A2.8. Appuyer la commercialisation des produits maraîchers des bénéficiaires (moyens matériels et équipements); A2.9. Intégrer la thématique Genre comme action transversale (formation des vulgarisateurs et évaluation de l'impact sur les femmes du groupe cible);

A2.10. Accompagner les bénéficiaires à la mise au point de leurs projets individuels et à la création d'entreprises.

Ressources humaines et matérielles

Un (1) ATE durant 48 mois (2017-2020) auquel succédera un (1) ATL durant 12 mois (2021) (renforcé éventuellement par des missions d'expertise nationale/internationale de courte durée sur des sujets spécifiques (traitement phytosanitaire...) ainsi que 7 conseillers techniques vulgarisateurs. La mission de l'Administrateur de programme de l'APEFE qui devait s'achever le 31/12/2020 a été prolongée jusqu'à la date de fin du programme, en l'occurrence le 31/12/2021. La décision prise par l'APEFE a été contestée par le partenaire institutionnel.

R1.2: 3.050.000€

Le résultat 2 comprend une part d'investissement (29%) destinée à permettre aux agents de fonctionner :

- Un véhicule 4X4 est indispensable pour des déplacements dans le contexte routier congolais.

- Des motos sont aussi nécessaires pour des déplacements locaux. Beaucoup de déplacements se font à moto, par facilité par rapport à un véhicule, et celles-ci sont moins onéreuses à tout point de vue
- Equipements informatique et bureautique

La majeure partie des investissements est consacrée aux équipements agricoles, aménagement de points de vente, réhabilitation d'ouvrages hydrauliques et au lancement de l'unité de production de semences avec le CEPROSEM.

En matière de fonctionnement, une part minime est consacrée au frais de véhicules, communication, consommables bureau. La majeure partie concerne l'atteinte du résultat: intrants, suivi, mission, formations...

Assistance technique

Un (1) ATE durant 48 mois (2017-2020) auquel succédera un (1) ATL durant 12 mois (2021). Renforcé éventuellement par des missions d'expertise nationale/internationale de courte durée sur des sujets spécifiques (traitement phytosanitaire...).

III.7 Instances et modalités de pilotage, de suivi et de gestion du programme

Le partenaire signataire de la convention de partenariat sera le Secrétariat Général à l'Agriculture, Pêche et Élevage (APE) du Ministère national de l'Agriculture, Pêche, Élevage et Développement Rural (MINAGRIDER). Dans la province du Kongo central, le partenariat sera étendu, sous couvert de la même convention de partenariat, au Gouvernorat provincial du KONGO CENTRAL ainsi qu'aux opérateurs techniques associés. Pour rappel, l'agriculture relève des matières déconcentrées (Art.202 et ss. de la nouvelle Constitution congolaise de 2006) ce qui confère des prérogatives importantes aux autorités provinciales en terme d'initiative et d'appropriation.

Modalités de gestion technique

-Un Comité de Pilotage national (CPN) présidé par le SG APE du MINAGRIDER. Celui-ci se réunit annuellement et sur convocation extraordinaire. La composition : (i) de la Division provinciale de l'Agriculture; (ii) du SG à la Coopération; (iii) Ministère du Plan; (iv) autorité provinciale (Ministère de tutelle et/ou Cabinet du Gouvernorat). Le CPN: (i) procède à la revue du programme; (ii) reçoit les rapports d'activité et d'évaluation externe; (iii) apprécie les conditions d'exécution et les résultats atteints; (iv) et suggère des recommandations non contraignantes au CTS et au CPP.

-Un Comité de pilotage provincial (CPP) se réunira annuellement et sur convocation extraordinaire. Fonctions : -assister le CTS dans ses rapports avec les autorités et administrations provinciales ; (ii) conseiller le CTS en vue de garantir la cohérence de ses choix de gestion avec les politiques de développement de la province ; (iii) mobiliser les moyens humains et matériels de la province dans les activités d'appui aux bénéficiaires ; (iv) participer aux missions conjointes d'évaluation ; (v) recevoir et diffuser les rapports d'activité ; (vi) promouvoir le programme auprès des partenaires techniques et financiers nationaux et étrangers en vue de mobiliser des moyens complémentaires. La composition du CPP est laissée à l'appréciation du Gouvernorat provincial.

-L'APEFE, l'opérateur technique associé et/ou l'autorité locale investie (Division provinciale de l'Agriculture) constitueront ensemble un Comité technique de Suivi (CTS) trimestriel avec pour fonctions: (i) la planification et la supervision de l'exécution des activités ; (ii) la gestion financière des dépenses inhérentes à l'action ; (iii) la liquidation des dépenses ; (iv) la tenue à jour des logiciels de gestion ; (v) la gestion des ressources humaines ; (vi) la gestion des ressources matérielles ; (vii) la rédaction des rapports annuels d'activité ; (viii) la réalisation des évaluations techniques et audits financiers externes indépendants ; (ix) l'élaboration de la stratégie d'intervention et sa remédiation.

III.8 Evaluations et suivis antérieurs

L'APEFE a fait procéder à l'évaluation à mi-parcours du Programme de développement agricole (CK 102 - maraîchage) dans la Province du Haut-Katanga. Cette évaluation concerne le PPA 2017 et porte sur la période allant du 1er janvier 2017 au 30 juin 2019.

Il est également prévu une évaluation externe finale (4eme trimestre 2021), celle-ci sera réalisée par un binôme de deux (2) évaluateurs externes identifiés et sélectionnés par l'APEFE (expert Nord) et par le partenaire local 'expert Sud)

La lutte contre la pauvreté et l'insécurité est l'un des piliers du DSCR en RDC et rencontre également les objectifs de l'APEFE qui a accepté d'y contribuer par l'encadrement depuis 2011 des opérateurs de l'agriculture familiale dans deux provinces de la RDC : le Kongo central et le Haut-Katanga. L'évaluation mi-parcours a eu pour principal objectif de contribuer à l'amélioration des résultats à atteindre et de la durabilité des bénéfices du programme. Elle répond à une triple préoccupation : elle se veut participative, formative (contribution à l'apprentissage) et prospective. Parmi ses idées directrices, il y a :

- Une appréciation générale de la qualité du travail accompli et des résultats du programme (OS1 R102) obtenus par rapport aux objectifs et indicateurs objectivement vérifiables ;
- Une mise en relief des forces et faiblesses du programme ;
- Une identification des principales leçons à tirer et des mesures correctives (stratégiques et opérationnelles) au regard des activités restantes et du temps requis pour les mettre en œuvre.

La méthodologie utilisée a reposé sur trois axes : (1) l'analyse documentaire ; (2) les visites de terrain ; (3) les entretiens avec les diverses parties prenantes (staff du projet, IPAPEL, bénéficiaires directs individuels et associés, bénéficiaires indirects). Dans la présentation de l'évaluation, nous avons utilisé une approche portant sur la description des réalisations observées sur le terrain et l'évaluation intermédiaire proprement dite suivant les critères habituels (pertinence, efficacité, efficience, durabilité, aspects du genre, impact économique et social, préservation de l'environnement).

La mission d'évaluation a été confiée au Professeur Jules NKULU, Chef du Département d'Economie agricole à la Faculté des Sciences Agronomiques de l'Université de Lubumbashi. Celle-ci s'est déroulée pendant 12 jours en deux phases : du 17 septembre au 23 septembre 2019 et du 28 octobre au 1^{er} novembre 2019.

Résultats observés

En ce qui concerne les réalisations, la mission a observé que globalement celles-ci sont conformes à la planification du projet. Les sites maraîchers, les formations en diverses techniques, l'encadrement permanent des conseillers techniques, l'initiation à la commercialisation, l'organisation et le fonctionnement des boutiques, la formation continue du personnel, etc. sont autant des réalisations qui sous-tendent le succès de l'APEFE dans le maraîchage en province du Haut-Katanga.

Quant aux critères traditionnels d'évaluation, la mission a retenu ce qui suit :

- Pertinence : Le projet reste encore pertinent. Ses objectifs rencontrent à la fois l'esprit du DSCR et les attentes des populations du Haut-Katanga dans leurs luttes contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté au travers le maraîchage. L'engouement et l'engagement des bénéficiaires sur la voie de la professionnalisation et de la création des TPE agricoles sont autant des signes qui traduisent l'importance du programme APEFE pour les bénéficiaires et leurs dépendants ;
- L'Efficacité et l'Efficience : du projet ont été largement réalisées car à ce stade la plupart des résultats attendus ont été produits et les ressources prévues rigoureusement affectées aux activités. A mi-chemin du projet, le nombre des bénéficiaires atteint 1139 sur les 1500 prévus

soit un taux de réalisation de 76%. Les superficies totales emblavées par ces maraîchers couvrent 42 ha soit un accroissement de 45% par rapport au PPA 2011. L'ensemble des formations reçues ont permis aux maraîchers de rentabiliser leurs activités ;

- Durabilité : la structuration des groupements des bénéficiaires, la professionnalisation de l'activité, leur régularité sur les sites, l'esprit d'initiative de certains groupes, le souhait ardent de créer des TPE et/ou des coopératives agricoles sont des gages de la durabilité du projet. La mission a en effet dénombré quelques associations qui se sont stabilisées et dont les membres peuvent à terme voler de leurs propres ailes sans intervention du projet ;
- L'impact économique et social du projet est indéniable dans la mesure où pour plus de la moitié des bénéficiaires, l'activité, à travers le revenu généré, leur permet d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de résoudre aisément les besoins primaires (santé, scolarité, habitat, etc.) et ceux des dépendants ;
- Le projet veille à la préservation de l'environnement aussi bien dans le choix des sites maraîchers (loin des zones d'exploitation minière) que dans les itinéraires techniques de la production à la commercialisation. La foire mensuelle des produits APEFE commence progressivement à labelliser les produits APEFE comme viables qualitativement.
- La dimension « Genre » : la mission a noté que le programme a intégré de manière satisfaisante la dimension « genre » dans son mode de fonctionnement et son approche d'intervention. En effet, les hommes et les femmes bénéficient de la même manière de tous les formats du programme. Les groupes-cible sont toujours constitués d'un nombre significatif de femmes. A ce jour, 57% des effectifs des bénéficiaires sont des femmes et des postes à responsabilité sont confiés aux femmes notamment au niveau des associations qui pratiquent le maraîchage.

Au niveau du personnel affecté au projet, on compte une seule femme (impliquée directement dans les activités du programme notamment en ce qui concerne les aspects logistiques et administratifs). Certes, la mission a salué l'encadrement en stage professionnel dont bénéficient quelques filles ingénieurs agronomes et dont deux ont été élevées comme responsable dans deux fermes privées dans la région de Lubumbashi. Il serait souhaitable néanmoins d'incorporer une à deux unités dans le corps des conseillers techniques de l'APEFE.

Leçons apprises

Parmi les leçons à tirer, on peut valablement retenir :

- Le fait que l'approche APEFE marquée par la formation et l'accompagnement est inédite dans la province et permet de professionnaliser les maraîchers ;
- L'utilisation quasi absolue du fumier comme principal amendement dans la production maraîchère tout aussi inédite (dans la région) est un sérieux avantage des produits APEFE quant à leur qualité ;
- L'organisation d'un marché (foire) mensuel (dans l'enceinte de l'APEFE où tous les bénéficiaires du programme viennent exposer leurs produits est une sérieuse opportunité de vente et une possibilité pour les associations de coloniser de nouveaux marchés ;
- La promotion de la culture de pomme de terre permet aux bénéficiaires d'améliorer très sensiblement leurs revenus au regard du taux de rentabilité particulièrement élevé pour cette culture dans les conditions agro-éco-climatiques de la région ;
- L'initiation des jeunes à l'entrepreneuriat et l'organisation d'une bourse d'emplois est une autre nouveauté de l'APEFE dans le secteur agricole. En effet, le programme accepte d'encadrer des jeunes diplômés en agronomie dans des stages professionnels et les affecte, selon les besoins et la demande, dans des fermes partenaires ;

Au sujet des forces du projet, on peut citer :

- la qualité technique du staff et sa motivation à encadrer les paysans ;

- la régularité des techniciens sur les sites maraîchers toujours prêts pour répondre à l'appel des bénéficiaires et à résoudre les problèmes de ces derniers ;
- les itinéraires techniques (de la production à la commercialisation en passant par l'entrepreneuriat, la microfinance) dont bénéficient les partenaires du projet.
- En ce qui concerne les faiblesses, on peut noter :
- les formations techniques se donnent en français et, malgré l'interprétariat qui souvent altère l'information. La solution serait de privilégier la formation in situ par le conseiller APEFE au lieu de laisser les représentants de chaque association procéder à la restitution de la formation;
- Certaines formations sont théoriques et donc difficilement assimilables suivant les principes de l'andragogie ;
- Les montants dans les caisses communautaires sont assez modiques (inférieurs à 50\$), cela suppose un faible intérêt pour les aspects financiers de la communauté. A ce sujet, il importe aux conseillers d'expliquer le bien-fondé de la caisse autogérée notamment dans le renforcement de la cohésion sociale, véritable ciment du développement communautaire.

Commercialisation

A ce sujet, la mission a observé que :

- Le marché construit pour la commercialisation des produits maraîchers est fréquenté par les producteurs et les acheteurs de manière satisfaisante mais il faut reconnaître que la plus grande affluence des acteurs du marché est localisée au marché de la commune Kenya, premier point de chute et de vente des produits agricoles (maraîchers) de toute la ville de Lubumbashi ;
- L'organisation d'un marché mensuel dans l'enceinte de l'APEFE pour l'ensemble des associations membres est une véritable aubaine pour ces producteurs au regard des prix aux consommateurs qui y sont pratiqués. Les calculs ont montré que la plus-value réalisée par les producteurs lors de ce marché est d'au moins 32% pour un grand nombre d'entre eux ;

Les agris multiplicateurs

Malgré toutes les formations reçues, le domaine de l'agri-multiplication continue à poser des problèmes. En effet, hormis la production de quelques semences comme l'amarante, la grande majorité des semences utilisées par les producteurs et/ou vendues dans les boutiques à intrants vient des importations. La mission a exhorté les maraîchers à profiter de cette opportunité car le secteur semencier dans le maraîchage est largement inexploré et inexploité dans la région de Lubumbashi. Elle les a, en outre, encouragés à s'adresser au CEPROSEM/SENASEM pour un renforcement continu des capacités dans la production adéquate des semences maraîchères commercialisables localement.

Réflexions sur l' «après programme» au-delà de 2021

Pour l'avenir, l'expert suggère notamment :

- au regard de la maîtrise des itinéraires techniques de production maraîchère qui suppose à terme l'augmentation du niveau des productions, la formation à la conservation et/ou la transformation des produits maraîchers :
- La promotion de petites unités de transformation (purée de tomate, poudre de tomate, purée ou poudre de piment, sauce précuite d'aubergines, jus de pastèque, etc.) dans quelques sites pilotes pour donner de la valeur ajoutée aux produits maraîchers. En effet, la professionnalisation des maraîchers, tenant compte de l'inélasticité de la demande des produits maraîchers, entraînera à terme une augmentation du niveau des productions qu'il faudra valoriser par la transformation et/ou la conservation afin d'éviter les pertes dues aux invendus ;
- Les sites pour la transformation et la conservation ne devraient pas se situer qu'à Lubumbashi ou à Likasi, il existe des villages qui sont desservis en courant électrique (Shinga, Kopolowe, Kinsevere) où ce type d'infrastructures pourraient contribuer largement au relèvement de l'économie locale ;

- La diversification des activités en faisant la promotion de l'apiculture dont le revenu généré annuellement est significatif.

En définitive, l'expert encourage la poursuite du programme APEFE en scrutant les possibilités d'un atterrissage par la transformation et la conservation qui sont les maillons manquants dans la filière maraîchère telle que pratiquée jusqu'à ce jour. La valorisation des produits maraîchers par la transformation ouvrira de nouvelles opportunités (création d'emplois, augmentation des revenus, contribution aux économies locales, etc.).

III.9 Objet et justification de l'évaluation à réaliser

Les Termes de référence de cette évaluation finale se réfèrent au résultat Maraîchage (OS1 R2, Haut-Katanga) du programme Agricole mené par l'APEFE en RDC.

L'évaluation portera sur le programme 2017-2021 et au minimum en vertu de la législation, les critères d'évaluation du CAD de l'OCDE.

Elle visera notamment la reddition de compte (redevabilité) auprès de la DGD, des partenaires locaux et des bénéficiaires par rapport à l'objectif et les résultats planifiés.

L'APEFE souhaite mettre en œuvre une évaluation participative et formative. Elle sera également prospective dans la mesure où elle visera à tirer un certain nombre de leçons apprises ainsi que de recommandations destinées à l'APEFE, aux partenaires locaux et à la DGD. Celles-ci devant contribuer à renforcer la pertinence des choix stratégiques opérés fondés sur la capitalisation et la valorisation des résultats obtenus.

III.10 Approches et méthodes d'évaluation

Cette évaluation va impliquer toutes les parties prenantes du programme. Ces dernières seront engagées dans la préparation de l'évaluation (élaboration des TDR), pendant la mise en œuvre de l'évaluation (rencontres individuelles et collectives), la communication et la diffusion orales et écrites des résultats, la relecture du rapport provisoire, la validation du rapport définitif et l'élaboration de la réponse managériale.

III.11 Récolte et analyse des données et sources d'information

Les évaluateurs veilleront à varier et trianguler leurs sources d'information. Les évaluateurs s'appuieront sur la théorie du changement sectorielle et/ou du programme qu'ils apprécieront et réactualiseront le cas échéant.

L'analyse documentaire de la littérature grise sera articulée avec des récoltes de données individuelles (entretiens semi dirigés, Delphi, Mesydel...) et collectives (focus groups, MAG...) sur le terrain. Les données récoltées seront tant quantitatives que qualitatives. Les sources d'information seront répertoriées et reprises dans les annexes du rapport d'évaluation. Les méthodes d'analyse seront justifiées, adaptées aux réalités et au contexte ciblés. Une attention particulière sera accordée au caractère original et innovant de la méthodologie proposée.

Les évaluateurs décriront leurs constats en les justifiant formellement. Sur base de ces constats, ils établiront une liste de recommandations en précisant leurs destinataires dont les partenaires locaux, l'APEFE, la DGD, les partenaires de collaboration, les groupes cibles, les bénéficiaires...

III.12 Publics ciblés par l'évaluation

Afin de rendre le processus d'évaluation le plus participatif et démocratique possible, un échantillon le plus diversifié et représentatif des partenaires, groupes cibles et bénéficiaires sera impliqué.

Le personnel local et international ainsi que les partenaires de collaboration et notamment les autres ACNG belges seront également sollicités.

Concrètement, les acteurs suivants seront sollicités :

- partenaire local ;
- groupes cibles ;
- bénéficiaires ;
- partenaires de collaboration :
- personnel local et international ;
- bailleurs .

III.13 Planning et durée

-La prestation (préparation – étude de terrain – rapport provisoire – rapport final) devra se dérouler entre le 01 septembre et le 30 novembre 2021. Il est souhaitable que **la mission de terrain ait lieu au cours de la période allant du 1^{er} septembre au 25 octobre 2021 (au plus tard).**

Le rapport final devra être introduit auprès de l'APEFE au plus tard le 30 novembre 2021.

La durée totale de la prestation est estimée à environ 22 jours ouvrables (à répartir entre l'expert international et l'expert national).

Les activités suivantes doivent être clairement planifiées dans l'offre (le protocole qui suit devra être adapté dans le cas où les déplacements internationaux voire locaux sont compromis par la crise sanitaire) :

- Déplacements internationaux
- Déplacements locaux
- Briefing avec le siège de l'APEFE avant le démarrage (possible en distanciel le cas échéant)
- Briefings avec le comité de pilotage et/ou le comité d'accompagnement de l'évaluation (possible en distanciel le cas échéant)
- Production 5 jours ouvrables avant l'étude de terrain, d'un rapport de cadrage ou de démarrage et d'une matrice d'évaluation reprenant les questions et critères d'évaluation, les sources d'informations et les parties prenantes à l'évaluation et leur justification, les méthodes de récolte et d'analyse des données contextualisées, adaptées et justifiées)
- Préparation des volets logistiques de l'étude de terrain (voyage, visa, vaccins, RDV, réservations...)
- Collecte et analyse des données à distance et sur le terrain (documentaire, individuelles et collectives)
- Restitution orale des résultats de l'étude en fin de mission sur le terrain (Atelier, production d'un diaporama)
- Débriefing local
- Débriefing au siège de l'APEFE à distance ou en présentiel
- Rédaction et remise du rapport provisoire à l'APEFE 10 jours ouvrables après la mission de terrain
- Relecture participative du rapport provisoire
- Débriefing sur le rapport provisoire

- Rédaction et remise du rapport définitif prenant en compte les remarques et recommandations du comité de relecture (max 10 jours ouvrables après la fourniture des observations du comité de relecture)

Un projet de calendrier sera fourni par l'évaluateur dans son offre en précisant clairement les rôles et tâches de chacun des évaluateurs. Ce calendrier ne sera définitif qu'après concertation avec les deux experts désignés (international et national).

III.14 Localisation de l'étude de terrain

La récolte des données de terrain se fera dans le pays partenaire et plus précisément dans la Province du Haut-Katanga à partir de la localité de Lubumbashi. Divers sites seront visités. Le choix des sites sera déterminé par les facilités d'accès, la concentration d'association d'agriculteurs et de projets entrepreneuriaux appuyés. En raison de la crise sanitaire et en fonction des conditions météorologiques (saison des pluies), des aménagements particuliers peuvent s'avérer nécessaires et seront détaillés dans l'offre.

III.15 Méthodologie d'évaluation

Les méthodologies d'évaluation proposées tiendront compte de la situation sanitaire et notamment des possibilités de déplacements internationaux et locaux.

Elles incluront d'emblée la possibilité de s'appuyer sur de l'expertise locale et des activités de récoltes et de concertation à distance.

Les évaluateurs détailleront la manière dont l'évaluation sera conduite en s'appuyant sur l'objet, les objectifs, les questions évaluatives et les critères.

Les évaluateurs préciseront dans leur offre :

- Leur compréhension des termes de référence
- L'analyse du contexte général et spécifique du programme et de l'évaluation
- Les acteurs ciblés par l'évaluation
- Les outils de collecte et d'analyse des données qualitatives et quantitatives
- Les méthodes de collecte et d'analyse des données (revue documentaire, entretiens individuels, visites de terrain, consultations, questionnaires, ateliers participatifs, focus groups, Mesydel, Delphi, enquête, sondage, SEPO, changement le plus significatif, MARP, TOC....)
- La manière dont la théorie du changement sera exploitée, adaptée
- Le processus garantissant les dimensions participative, démocratique et formative
- La manière dont ils établiront des liens entre les rapports annuels de suivi, les scores de performances, les leçons apprises, l'évaluation mi-parcours et l'évaluation finale et toutes autres informations issues du système de suivi du programme.

Les évaluateurs fourniront au plus tard deux jours avant le briefing de démarrage de la mission, une matrice d'évaluation reprenant pour les questions d'évaluation, les sources de données, la méthode de collecte des données, les outils d'analyse ou les méthodes appropriés pour chaque source de données, les publics ciblés.

Le briefing de démarrage sera l'occasion de discuter de la matrice d'évaluation, de l'adapter, et de fournir des informations supplémentaires sur les données à collecter.

Le briefing de démarrage donnera lieu à la rédaction d'un rapport de cadrage (ou de démarrage) qui précisera :

- La compréhension partagée et l'adaptation éventuelle des termes de référence et notamment des questions évaluatives
- Les enjeux significatifs de l'évaluation
- Les modalités pratiques d'intervention sur le terrain
- Le programme précis des rencontres planifiées
- Les personnes ciblées

III.16 Critères et questions évaluatives

L'évaluation finale devra notamment se prononcer sur les critères CAD suivants : pertinence, efficacité, efficience, durabilité et impact ainsi que sur les thèmes transversaux : Genre et Environnement.

Les questions évaluatives et les critères d'évaluation correspondants sont repris à l'annexe 1.

Les évaluateurs sont tenus de répondre de manière systématique et exhaustive aux questions évaluatives et de formuler une appréciation argumentée des critères proposés.

Pour ce faire, le canevas suivant sera respecté :

CRITERE D'EVALUATION :
Question n°1 :
Constats :
Recommandations pour les partenaires locaux :
Recommandations pour l'APEFE :
Recommandations pour la DGD :
Recommandations pour les partenaires de collaboration :
Recommandations pour les groupes cibles :
Recommandations pour les bénéficiaires :
Etc

III.17 Livrables

Les évaluateurs présenteront leur rapport en français.

Le rapport provisoire sera produit et remis à l'APEFE dans les 10 jours qui suivent la fin de l'étude de terrain.

Le rapport définitif, intégrant les observations du comité de relecture, devra être disponible dans les 10 jours suivant la réception des commentaires du comité de relecture.

Si ces observations expriment des différences d'appréciation non partagées par les consultants, celles-ci pourront être annexées au rapport définitif et commentées par les consultants.

Le modèle de rapportage figure en annexe.

Les rapports comprendront l'ensemble des éléments suivants :

- Le rapport de démarrage
- La matrice d'évaluation
- Le diaporama du débriefing

- Les observations du comité de relecture
- Un résumé exécutif du rapport définitif présentant les principales conclusions et recommandations
- Le rapport final détaillé.

III.18 Composition de l'équipe d'évaluation

L'évaluation sera effectuée par un binôme d'experts (1 expert international et un expert national). Leurs rôles et tâches respectifs devront être clairement définis et répartis. Si en raison de la crise sanitaire, l'expert international ne peut se rendre sur le terrain, une intervention à distance peut être envisagée.

III.19 Profil et statut des évaluateurs recherchés

Évaluateur international :

Statut : indépendant ou société

Profil : L'expert externe disposera :

- de l'expertise et de l'expérience exigées en production végétales, horticulture d'un niveau au moins égal à Bac +4/5 (Master) en maraîchage (*sélection qualitative*)
 - d'une expérience professionnelle de **minimum 5 ans en productions végétales, horticulture.** (*sélection qualitative*).
 - Capacités techniques minimales de travail à distance
 - Disponibilité durant la période indiquée par l'APEFE.
-
- Niveau minimal et spécialité de diplôme : au moins BAC +5 (Master, exemple : Bioingénieur en sciences agronomiques)
 - Langue(s) maîtrisées oralement et par écrit : français
 - Expérience technique minimale : 5 ans en productions végétales, horticulture.
 - Expérience minimale dans le pays ou en Afrique subsaharienne : 3 ans
 - Expérience minimale en ingénierie de projet : au moins 3 projets au cours des 6 dernières années.
 - Expérience minimale en évaluation : au moins 3 évaluations de projets maraîchers (productions végétales, horticulture) au cours des 6 dernières années.

Évaluateur national : L'expert national aura le même profil que l'expert international. Celui-ci sera sélectionné par le partenaire local, à la suite d'une procédure de mise en concurrence.

III.20 Contenu de l'offre technique

L'offre sera composée des documents suivants:

- Le CV de l'évaluateur
- Une description détaillée de la méthodologie
- Le projet de planning des activités
- La répartition des rôles et des tâches entre les évaluateurs
- Le projet de liste de personnes à rencontrer

III.21 Modalités d'attribution

Il s'agit d'un marché public de faible montant (par simple facture acceptée) dont les critères d'attribution sont listés par ordre décroissant d'importance :

- La méthodologie et La compréhension de l'offre et des TDR
- Le prix
- Le profil des évaluateurs
- La clarté de l'offre

III.22 Clauses suspensives

L'APEFE s'autorise à suspendre ou à renoncer à l'exécution du présent marché, pour une ou plusieurs des raisons suivantes :

- Non-respect du calendrier des opérations ainsi que des termes de références
- Remplacement du ou des experts sélectionnés par un profil non équivalent et sans accord préalable de l'APEFE
- Non-respect des délais de production des livrables
- Problèmes relationnels préjudiciables à l'APEFE rencontrés durant la mission
- Impossibilité objective pour l'évaluateur de réaliser la mission
- Cas de force majeure
- Dissolution ou suppression du financement de l'APEFE.

III.23 Evaluation du rapport et des évaluateurs

La prestation d'évaluation et le rapport final feront l'objet d'une évaluation interne par la cellule interne d'évaluation de l'APEFE

III.24 Documents à consulter

Le programme introduit auprès de la DGD est joint en annexe du présent appel d'offre. D'autres documents pourront être fournis aux évaluateurs sélectionnés. Il s'agira notamment de :

- Analyse contextuelle commune et Cadre Stratégique Commun
- Documents politiques et stratégiques officiels locaux
- Autres projets / programmes convergents
- Dossier Technique et Financier du programme
- Théorie du changement
- Conventions de partenariat et de collaboration
- Rapport Annuel de Suivi et d'Évaluation des 4 années antérieures
- Scores de performance et leçons apprises DGD des 4 années antérieures
- Rapports des réunions du Comité de Pilotage et du Comité Technique de Suivi du Programme
- Rapports des Réunions Internes de Coordination
- Rapport d'évaluation mi-parcours
- Rapports de mission de suivi du siège, de la DGD...
- Bilans financiers

III.25 Gestion et pilotage de l'évaluation

Deux instances temporaires spécifiques à chaque évaluation seront mises en place dans le cadre des évaluations finales : un Comité d'accompagnement de l'évaluation, issu du CTS du programme et un Comité de pilotage de l'évaluation issu du Comité de pilotage du programme.

Le comité de pilotage de l'évaluation aura une fonction décisionnelle et le comité d'accompagnement, un rôle de supervision et opérationnel.

La composition de ces deux comités sera arrêtée avant le démarrage effectif de l'évaluation et communiqué aux évaluateurs.

Le comité de pilotage de l'évaluation sera composé au minimum d'un représentant du partenaire, d'un représentant de l'APEFE, et d'un représentant de la cellule interne évaluation (CIE) de l'APEFE. Les membres du CPE sont nommés par le Comité de pilotage du programme.

Le comité d'accompagnement de l'évaluation sera composé au minimum de l'administrateur de programme et d'un représentant des partenaires mandaté par le Comité Technique de Suivi du programme.

La cellule interne d'évaluation de l'APEFE assurera un contrôle qualité de l'ensemble des démarches entreprises dans le cadre de l'évaluation.

Les rôles respectifs de ces comités sont :

Comité d'accompagnement de l'évaluation :

- Rédaction participative des TDR
- Préparation de la sélection des experts
- Mise à disposition de toute la documentation utile
- Information de toutes les parties prenantes locales des activités prévues par les évaluateurs (enquêtes, consultations, réunions...) afin de s'assurer de leur disponibilité

- Facilitation de l'obtention du visa pour l'évaluateur international, par la délivrance d'une invitation
- Facilitation des démarches administratives auprès des autorités locales afin de faciliter l'évaluation (autorisation, visite protocolaire...)
- Préparation, organisation, accompagnement, respect du planning de l'étude de terrain
- Assistance logistique requise pour faciliter les déplacements et l'hébergement des évaluateurs
- Organisation et Participation au briefing
- Participation au débriefing à chaud ou restitution aux parties prenantes
- Relecture critique du rapport provisoire
- Evaluation des évaluateurs et du rapport final (après remise du rapport définitif des évaluateurs)
- Rédaction des réponses managériales (après remise du rapport définitif des évaluateurs)

Comité de pilotage de l'évaluation :

- Validation des TDR
- Valide le choix de l'expert national
- Valide le rapport de démarrage
- Validation du rapport final
- Validation de la Réponse Managériale

Cellule interne Evaluation du siège de l'APEFE :

La CEI est garante :

- De la conformité de la procédure d'évaluation et du bon déroulement de celle-ci.
- De l'indépendance des évaluateurs sélectionnés

Elle peut intervenir sur :

- La préparation des TDR et la validation de l'expert international
- La méthodologie et les modalités de déroulement de l'évaluation proposées
- Le rapport de démarrage
- Le rapport provisoire
- Le contrôle de la qualité, de la fiabilité et de l'utilité de l'évaluation
- L'approche méthodologique proposée, les résultats, les conclusions et les recommandations émises
- Le déroulement de l'évaluation et sur informations fournies

La CIE s'assure de la diffusion du rapport et de la réponse managériale sur les plateformes ad hoc (site de l'APEFE, base de données IATI)

Les évaluateurs :

- Présenteront des informations complètes et fondées
- Protégeront l'anonymat et la confidentialité des personnes impliquées
- Signaleront les actes répréhensibles constatés à l'APEFE
- Seront attentifs et respectueux quant aux croyances, aux us et coutumes locales
- Feront preuve d'intégrité et d'honnêteté dans leurs relations avec toutes les parties prenantes
- Se préoccuperont des problèmes de discrimination ainsi que des disparités multi-sectionnelles dont le genre
- Présenteront, de manière claire, précise et honnête, l'évaluation, les limites de celle-ci, les constatations et les recommandations
- Favoriseront la bienveillance à l'égard des acteurs concernés
- Sont responsables de la fiabilité des données par notamment une triangulation ad hoc et un échantillonnage représentatif et statistiquement fort
- Privilégieront la multiplicité des sources d'informations interne et externes au programme
- Veilleront à ce que leur méthodologie fasse clairement des liens entre données récoltées et analysées, constats, conclusions et recommandations

- Assureront que leurs recommandations soient réalistes et opérationnelles en précisant les acteurs visés, le timing, les actions envisageables, leurs avantages et inconvénients...

III.26 Contenu et canevas de rapport

Les éléments formels de présentation feront partie du rapport d'évaluation

Résumé (5 pages maximum)

- Reprendre en respectant la logique et les différentes parties de la structure du rapport détaillé, une synthèse permettant aux décideurs d'avoir lisiblement et rapidement une idée claire et exhaustive des éléments significatifs du déroulement et des conclusions de l'évaluation. Ce résumé inclura les constats et leur justification ainsi que les recommandations formulées de manière claire et exhaustive en précisant leurs destinataires et les échéances.

Présentation du rapport détaillé :

- Couverture
 - Préciser sur la couverture du rapport s'il s'agit du rapport provisoire ou définitif et la date de publication
 - Indiquer systématiquement la formule suivante : « Ce rapport reflète le point de vue des évaluateurs, lequel ne correspond pas nécessairement à celui de l'A.P.E.F.E et des autres parties prenantes »
- Version électronique : le rapport provisoire sera adressé au comité d'accompagnement en version word afin de permettre d'y intégrer les observations du comité de relecture. Le rapport final sera transmis à l'APEFE en version pdf.

Structure

- Couverture
- Table des matières
- Liste des acronymes
- Résumé de 5 pages maximum incluant les conclusions et recommandations
- Les observations éventuelles des évaluateurs sur le déroulement du processus d'évaluation (accès à l'information, logistique, intendance, disponibilité des partenaires, disponibilité de l'APEFE,...
- Identification du programme
 - Pays
 - Code
 - Secteur CAD
 - Objectif Spécifique
 - Résultat(s)
 - Partenaires et groupes cibles
 - Directeur de programme
 - Bénéficiaires
 - Autres parties prenantes
 - Contexte du programme
 - Historique du programme
 - Stratégie et pertinence du programme
 - Processus de gouvernance, suivi et évaluation du programme
- Caractéristiques de l'évaluation
- Contexte/finalité/justification/pertinence et objet de l'évaluation
- Composition de la mission d'évaluation et responsabilités respectives des évaluateurs
- Personnes impliquées/mobilisées par l'évaluation

- Localisation de l'évaluation (prévoir une carte géographique)
- Méthodologie d'évaluation
- Organisation et déroulement de l'évaluation
- Calendrier d'évaluation détaillé
- Personnes rencontrées
- Critères étudiés et questions évaluatives
- Conclusions et recommandations
- Annexes
 - Questions évaluatives
 - Matrice d'évaluation
 - Rapport de démarrage
 - Diaporama de débriefing
 - Sources d'information :
 - PPA 2017-2021
 - DTF 2017-2021
 - RASE 2019-2020
 - Convention de partenariat APEFE-SG Agriculture, 1^{er} janvier 2017
 - PV CP et CTS
 - Rapport final de l'évaluation à mi-parcours du programme Maraîchage dans le Haut-Katanga, 2019
 - Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) 2014 – 2020, RDC, sept. 2013
 - Analyse contextuelle commune, RDC, 2016
 - Cadre Stratégique Commun RDC 2017-21, Cible Stratégique Agriculture
 - Bilans financiers CK OS1R2

III.27 Questions évaluatives

OS1 R2 : « Le niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (maraîchage) a été amélioré dans la province du Haut Katanga »

Pertinence

- a) La stratégie du programme est-elle en adéquation avec la politique de sécurité alimentaire et la politique sectorielle de la RDC ?
- b) Dans quelle mesure les activités menées sont appropriées au contexte de la zone d'intervention du projet et correspondent aux objectifs et aux besoins des agriculteurs bénéficiaires et de la population locale ?

Efficacité

- c) Dans quelle mesure l'objectif spécifique (OS) est-il atteint, se référant aux indicateurs? Justifier les écarts éventuels.
- d) Dans quelle mesure les résultats (R) sont-ils atteints, se référant aux indicateurs? Justifier les écarts éventuels.
- e) Dans quelle mesure les bénéficiaires sont-ils satisfaits des résultats atteints dans le cadre du programme ?

Questions spécifiques

- f) Dans quelle mesure les changements intervenus (notamment en termes de structuration des producteurs, de capacités techniques et infrastructurelles de production, d'émergence de

nouvelles initiatives, ...) ont jeté les bases pour la structuration et le développement d'une chaîne de valeur de la filière « Maraîchage » dans la province du Haut-Katanga ?

- g) Dans quelle mesure la stratégie du programme a favorisé l'intégration des activités de maraîchage à la recherche, notamment agricole universitaire, et pour quels résultats ?

Efficienne

- h) Les inputs (ou intrants) (finances, ressources humaines, équipements, infrastructure) ont-ils été mis en application suivant la planification ?
- i) Les ressources (financières, humaines, expertise, etc.) ont-elles été allouées de manière stratégique pour fournir l'appui nécessaire et assurer les objectifs du programme ?

Durabilité

- j) L'approche et les résultats du programme peuvent-ils être reproduits ou amplifiés par les partenaires nationaux ?
- k) Dans quelle mesure les changements positifs enregistrés au niveau des groupes cibles peuvent-ils perdurer après la fin du programme ?

GENRE

Dans quelle mesure les actions ciblant les femmes ont-elles permis de renforcer l'égalité hommes-femme et l'autonomisation de ces dernières femmes ou à réduire les discriminations et les inégalités fondées sur le sexe ?

ENVIRONNEMENT

Le programme a-t-il permis de renforcer l'autonomie des exploitations familiales faces aux crises sanitaires (Covid 19...) et aux changements climatiques ?

Quelles sont les mesures prises par le programme et avec quels résultats en matière d'agriculture durable ?

ANNEXE A : FORMULAIRE D'OFFRE

OFFRE DE PRIX POUR LE MARCHE AYANT POUR OBJET
"UNE MISSION D'ÉVALUATION EXTERNE FINALE DU PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉLIORATION DU
NIVEAU DE VIE DES MÉNAGES QUI PRATIQUENT UNE ACTIVITÉ DE PRODUCTION
AGROALIMENTAIRE À TITRE PRINCIPALE OU COMPLÉMENTAIRE (MARAICHAGE) DANS LA PROVINCE
DU HAUT KATANGA"

Facture acceptée (marchés publics de faible montant)

Important : ce formulaire doit être complété dans son intégralité, et signé par le soumissionnaire. Le montant total de l'offre doit être complété en chiffres ET en toutes lettres.

Personne physique

Le soussigné (nom et prénom) :

Qualité ou profession :

Nationalité :

Domicile (adresse complète) :

Téléphone :

GSM :

Fax :

E-mail :

Personne de contact :

Soit (1)

Personne morale

La firme (dénomination, raison sociale) :

Nationalité :

ayant son siège à (adresse complète) :

Téléphone :

GSM :

Fax :

E-mail :

Personne de contact :

représentée par le(s) soussigné(s) :

(Les mandataires joignent à leur offre l'acte authentique ou sous seing privé qui leur accorde ses pouvoirs ou une copie de la procuration. Ils peuvent se borner à indiquer le numéro de l'annexe du Moniteur belge qui a publié l'extrait de l'acte concerné.)

Soit (1)

Groupement d'opérateurs économiques (y compris la société momentanée)

Nom et prénom ou raison sociale des soumissionnaires et forme juridique :

Qualité ou profession :

Nationalité :

Adresse ou siège social :

Nom et prénom ou raison sociale des soumissionnaires et forme juridique :

Qualité ou profession :

Nationalité :

Adresse ou siège social :

Ces données doivent être complétées pour chacun des participants au groupement.

Le groupement est représenté par l'un des participants, dont le nom est :

S'ENGAGE(NT) À EXÉCUTER LE MARCHÉ CONFORMÉMENT AUX CLAUSES ET CONDITIONS DU
CAHIER DES CHARGES DU MARCHÉ PUBLIC SUSMENTIONNÉ (2021-MECS-B-CK102/011) :

pour un montant de :

(en chiffres, TVA comprise)

.....

(en lettres, TVA comprise)

.....

.....

Informations générales

Numéro d'immatriculation à l'ONSS :

Numéro d'entreprise (en Belgique uniquement) :

Sous-traitants

Il sera fait appel à des sous-traitants : OUI / NON (*biffer les mentions inutiles*)

Personnel

Du personnel soumis à la législation sociale d'un autre pays membre de l'Union européenne est
employé :

OUI / NON (*biffer les mentions inutiles*)

Cela concerne le pays membre de l'UE suivant :

Paiements

Les paiements seront effectués valablement par virement ou versement sur le compte (IBAN/BIC)
..... de l'institution financière ouvert au nom de
..... .

Documents à joindre à l'offre

À cette offre, sont également joints :

- les documents datés et signés, que le cahier des charges impose de fournir ;
- les modèles, échantillons et autres informations, que le cahier des charges impose de fournir.

Fait à

Le

Le soumissionnaire,

Signature :

Nom et prénom :

Fonction :

(1) Biffer les mentions inutiles

ANNEXE B : DECLARATION BANCAIRE

Cette déclaration concerne le marché public: une mission d'évaluation externe finale du programme d'Appui à l'amélioration du niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité complémentaire à titre principale ou complémentaires (maraichage) dans la province du Haut-Katanga (2021-MECS-B-CK102/011)

Nous confirmons par la présente que
(nom de la société) est notre client(e) depuis le(date).

Relation financière banque-client

Les relations financières que nous entretenons avec ce client nous ont jusqu'à ce jour,
..... (date), donné entière satisfaction.

Sur la base des données dont notre banque dispose actuellement, nous n'avons eu à constater aucun élément négatif et ce client a disposé jusqu'à présent, pour autant que nous ayons pu nous en assurer et en ce qui concerne les contrats et projets dont nous avons connaissance, de la capacité financière lui permettant de mener à bien les contrats et projets qui lui ont été confiés.

.....(nom de la société) jouit de notre confiance et

soit : notre banque met actuellement à la disposition de cette société les lignes de crédit suivantes (à ne mentionner qu'avec l'accord écrit préalable du client) :

.....

soit : notre banque met actuellement des lignes de crédit à la disposition de la société.

et/ou : notre banque est disposée à examiner d'éventuelles demandes de crédit ou une demande de cautionnement en vue de l'exécution du marché.

soit : (aucune des trois déclarations susmentionnées).

Cette déclaration n'implique aucun engagement de notre part pour l'avenir et notre banque n'assume aucune responsabilité à ce propos.

Notoriété du client

.....(nom de la société) occupe une place importante (ou : exerce ses activités) dans le secteur de

.....

Jusqu'ici et pour autant que nous ayons pu nous en assurer, cette société bénéficie d'une excellente (ou : bonne) réputation technique et est dirigée par des personnes compétentes et fiables. La banque ne peut pas être tenue pour responsable du caractère éventuellement inexact ou incomplet des informations qui lui ont été fournies. Les faits qui pourraient, dans l'avenir, influencer cette déclaration ne pourront pas vous être communiqués automatiquement.

Fait à , le

Dénomination de la banque, nom et titre du signataire et signature

Cette attestation est à compléter et à joindre à l'offre.

ANNEXE C : INVENTAIRE**“UNE MISSION D'ÉVALUATION EXTERNE FINALE DU PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉLIORATION DU NIVEAU DE VIE DES MÉNAGES QUI PRATIQUENT UNE ACTIVITÉ DE PRODUCTION AGROALIMENTAIRE À TITRE PRINCIPALE OU COMPLÉMENTAIRE (MARAICHAGE) DANS LA PROVINCE DU HAUT-KATANGA ”**

N°	Description	Type	Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA	%TVA
Prix unitaire forfaitaires							
1	Préparation - Exécution et rapportage de la mission de l'évaluateur international	QF	homme/jour	22j à définir avec l'évaluateur national			A préciser
2	Divers	QF	homme/jour				A préciser
Prix maximum déplacements							
3	Déplacement international A/R domicile-pays partenaire	QP	pièce	1			A préciser
4	Déplacements locaux	QP	pièce	1			A préciser
5	OPTION: Prix maximum transport A/R domicile-Bruxelles (si rapportage à Bruxelles	QP	pièce	1			A préciser
Frais de réunions et/ou d'ateliers							
6	Location, pause-café,...	QP	pièce	1			A préciser

Sont inclus dans les prix unitaires forfaitaires les honoraires, les per diem, les frais de logement, d'assurance, de visas, de prophylaxies, de communication, les frais administratifs et de secrétariat, le coût de la documentation relative aux services et éventuellement exigée par le pouvoir adjudicateur, la production et la livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution des services, les droits de douane et d'accise relatifs au matériel et aux produits utilisés, les frais d'emballage, les frais de réception, tous les frais, coûts de personnel et de matériel nécessaires pour l'exécution du présent marché, la rémunération à titre de droit d'auteur, l'achat ou la location auprès de tiers services nécessaires pour l'exécution du marché. En cas de prolongation du marché, les prix unitaires forfaitaires mentionnés dans l'offre sont d'application. A l'exception des frais de déplacements locaux, qui pourraient être pris en charge par les partenaires ou l'APEFE, tous les autres frais de déplacements internationaux et/ou en Belgique sont à la charge du soumissionnaire. L'expert prévoira l'ensemble des déplacements jugés nécessaires au cours de sa mission. Il est

N°	Description	Type	Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA	%TVA
<p>possible que les partenaires mettent à disposition de l'expert des moyens de transports. Dans ce cas, le budget déplacements locaux prévu dans l'offre de l'expert, sera réduit proportionnellement à la contribution des partenaires. Les frais de réunions et/ou d'ateliers sont, sauf exception, pris en charge par les partenaires et/ou l'APEFE. En cas de débriefing à Bruxelles, les transports (A/R en classe économique) entre le domicile et Bruxelles seront pris en charge par le soumissionnaire. Les jours de voyages internationaux ne sont pas pris en charge par l'APEFE.</p>							
Total HTVA :							
Total TVA :							
Total TVAC :							
<p><i>Les prix unitaires doivent être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. La quantité de produits x le prix unitaire doivent être à chaque fois arrondis à 2 chiffres après la virgule.</i></p>							
<p>Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.</p>							
<p>Fait à le Fonction:</p>							
<p>Nom et prénom : Signature:</p>							

ANNEXE D : INVENTAIRE BIS

(variante sans mission internationale, dans le cas où les déplacements internationaux sont compromis par la crise sanitaire ou sécuritaire)

"UNE MISSION D'ÉVALUATION EXTERNE FINALE DU PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉLIORATION DU NIVEAU DE VIE DES MÉNAGES QUI PRATIQUENT UNE ACTIVITÉ DE PRODUCTION AGROALIMENTAIRE À TITRE PRINCIPALE OU COMPLÉMENTAIRE (MARAICHAGE) DANS LA PROVINCE DU HAUT-KATANGA "

N°	Description	Type	Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA	%TVA
Prix unitaire forfaitaires							
1	Préparation - Exécution et rapportage de la mission de l'évaluateur international	QF	homme/jour	22j à définir avec l'évaluateur national			A préciser
2	Divers	QF	homme/jour				A préciser
Frais de réunions et/ou d'ateliers							
3	Location, pause-café,...	QP	pièce	1			A préciser
Sont inclus dans les prix unitaires forfaitaires les honoraires, les per diem, les frais de logement, d'assurance, de visas, de prophylaxies, de communication, les frais administratifs et de secrétariat, le coût de la documentation relative aux services et éventuellement exigée par le pouvoir adjudicateur, la production et la livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution des services, les droits de douane et d'accise relatifs au matériel et aux produits utilisés, les frais d'emballage, les frais de réception, tous les frais, coûts de personnel et de matériel nécessaires pour l'exécution du présent marché, la rémunération à titre de droit d'auteur, l'achat ou la location auprès de tiers services nécessaires pour l'exécution du marché. En cas de prolongation du marché, les prix unitaires forfaitaires mentionnés dans l'offre sont d'application.							
Total HTVA :							
Total TVA :							
Total TVAC :							
Les prix unitaires doivent être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. La quantité de produits x le prix unitaire doivent être à chaque fois arrondis à 2 chiffres après la virgule.							
Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.							

Fait à le Fonction:

Nom et prénom : Signature: